

PEUT-ON REUSSIR L'IMPLANTATION D'UNE BANQUE ISLAMIQUE AU MAROC ? UNE ENQUETE NATIONALE SUR LES ATTENTES DE L'OPINION PUBLIQUE

LOTFI BOULAHIR

Professeur Habilité à l'ENCG de Marrakech, Université Cadi Ayyad

lotfi.boulahir@gmail.com

RESUME

L'objet de ce papier est de faire des prévisions sur la possibilité de l'implantation des banques islamiques au Maroc. Pour ce faire nous avons mené une étude pour examiner les attentes de l'opinion publique. L'objectif assigné à l'enquête est d'avoir une idée sur le jugement de la communauté à propos de l'implantation des banques participatives. Elle vise aussi à quantifier le marché marocain et évaluer ses potentialités en termes de la demande. Sous cet angle, nos investigations cherchent à savoir la nature des services susceptibles d'être introduits afin de répondre aux aspirations des clients désireux accueillir et s'adapter à la nouvelle finance, et les mesures d'accompagnement qu'il faut mettre en place pour lancer et développer cette industrie au Maroc.

MOTS CLES : Finance islamique, banque participative, riba, éthique

ABSTRACT

CAN WE SUCCESS IN IMPLANTING AN ISLAMIC BANK IN MOROCCO? A NATIONAL INVESTIGATION ABOUT PUBLIC OPINION WAITING'S

The aim of this study is to figure out the actual possibility of the implementation of Islamic Banks in Morocco. For this purpose, we conducted a study that targets the examination of the public opinion expectations. The assigned objective to the investigation is to have an idea about the way the community judges the implementation of participative banks. It aims also to quantify the Moroccan market and evaluate its potential in terms of demand.

Within this vein, our investigations seek to specify the nature of the services likely to be introduced to meet the aspirations of customers who are keen on and willing to adapt to this new mode of finance. Likewise, these investigations are geared towards determining the accompanying measures which should be utilized to launch and develop this industry in Morocco.

KEYWORDS: Islamic finance, participative banks, riba, ethic.

INTRODUCTION

Aujourd'hui la Grande Bretagne constitue le premier grand centre en finance islamique dans le monde hors musulman, et souhaite aller plus loin, d'après le forum économique islamique mondiale (forum surnommé le Davos islamique) tenu à Londres le 29 au 31 octobre 2013. Ceci en raison de la masse de liquidité qu'elle gère et le nombre d'établissements islamiques qui avoisine les 25. Le Luxembourg profite de sa place et de son avantage comparatif en matière de private banking pour gérer aussi une bonne partie des avoirs de la clientèle. En Asie, le Japon commence à développer le marché des sukuks susceptible d'appâter la liquidité, tirant de ce fait partie de l'expérience de la Malaisie qui est le leader mondial dans l'émission des sukuks avec 74% des émissions mondiales en 2012 devant l'Arabie Saoudite avec 8%. Ce pourcentage tombe à 70,5% sur les 8 premiers mois de l'année 2013 contre 10,3% pour l'Arabie Saoudite.

D'autres pays de sud-est asiatique comme Singapour et Hong Kong ont amélioré leur cadre réglementaire afin de favoriser l'implantation des banques islamiques note Les Echos. Ce cadre réglementaire ne constitue pas une barrière au lancement des banques islamiques dans la sous-région ouest africaine connue par la BCEAO, du moment qu'elle a autorisé depuis les années 1980 une banque islamique à fonctionner, au signal à la Banque Islamique du Sénégal (BIS) créée en 1983, et à la Banque Islamique du Niger (BIN) quelques temps après. Deux articles suffisent à l'époque pour le lancement des banques islamiques selon Boubkeur Ajdir directeur de projet à l'IFAAS (Islamic Finance Advisory & Assurance Services). La volonté politique existait mais la formation et le manque d'expertise qui pose problématique.

La France, le pays qui semble retardataire s'il est comparé à l'Allemagne ou à la City de Londres, cherche à développer ses efforts dans ce segment de marché pour rattraper son retard. La directrice de FMI et l'ex-ministre français de l'économie, de l'industrie et de l'emploi Mme Christine Lagarde avance qu'elle est prête à préparer un terrain juridique pour l'implantation des banques islamiques (Nous adapterons notre environnement juridique pour que la stabilité et l'innovation de notre place financière puissent bénéficier à la finance islamique et rendre ses activités aussi bienvenues à Paris qu'elles le sont à Londres et sur d'autres places) (Lagarde, 2008). Cette déclaration a été propulsée par les études dans ce sens ; le rapport Jouini-pastré (2008) avance que la finance islamique pourrait rapporter 100 milliards d'euros pour la France. En effet, depuis 2009, on a assisté à des améliorations juridiques et fiscales sur certains produits islamiques notamment la mourabaha, les sukuks et les produits assimilés.

Au terme de ce survol, On se demande où on est de tout cela ? Quelle est la position du Maroc, pays musulman adoptant la chariaa comme référentiel et comme cadre législatif ? On s'interroge aussi, pourquoi ne pas saisir cette occasion pour doper l'économie marocaine en liquidité surtout que l'environnement économique et politique est propice à l'investissement ? Le total des actifs des banques islamiques commerciales dépasse les 778 milliards de dollars en 2014 d'après une étude du cabinet Ernst&Young. Il pourrait atteindre les 1800 milliards de **dollars à l'horizon de l'année 2019 notamment pour les actifs bancaires islamiques sur les marchés de Qatar, l'Indonésie, l'Arabie Saoudite, la Malaisie, les Emirats Arabes Unis et la Turquie.**

Cette liquidité abondante cherche des opportunités d'investissement soit dans les marchés matures ou dans les pays émergents. La crise mondiale devrait constituer un tournant de certains capitaux des pays du golf vers le Maroc s'il saisit bien l'opportunité que lui offre la scène financière internationale. Le rapport Jouini-Pastré (2008) a déjà mis en garde la France contre le coût d'opportunité en cas de non utilisation de cette liquidité. Dorénavant, les pays du Golf ont changé de stratégie quant à l'emploi de leurs capitaux. L'achat des bons de trésor américains ne figure pas uniquement au centre de leur préoccupation comme le cas auparavant, mais les pays du Maghreb constituent aussi une destination

Même si la législation marocaine ne pose pas de difficultés quant à l'implantation des banques islamiques, les efforts dans ce sens sont décevants dès qu'il s'agit de vraies volontés politiques. De l'autre côté, la Tunisie et l'Algérie qui connaissent déjà certaines banques islamiques sur leur territoire pourraient attirer les flux de liquidité ; ce qui met encore le politique marocain dans une position délicate s'il n'avance pas dans l'étape suivante (création des banques participatives, accueil des banques étrangères...etc.)

Les conditions de l'implantation des banques islamiques supposent un cadre réglementaire plus adapté à ce mode de financement. Or le Maroc, qui bénéficie d'une stabilité politique propice à l'investissement, a déjà entamé le processus en finalisant la nouvelle loi bancaire y compris une partie de la loi réservée à la finance participative. Ce cadre constitue un point fort qui s'ajoute à son actif. En principe, l'adoption de la loi n°103-12 devrait favoriser le lancement des banques participatives avec de nouveaux produits susceptibles de répondre au besoin d'une clientèle si sensible au changement et à la question d'éthique, notamment après une mauvaise expérience avec le système bancaire classique sur le plan financier. Avant de présenter les

résultats de notre enquête, il convient d'emblée d'avoir une idée sur les caractéristiques et les failles de système bancaire marocain.

I : UN SYSTEME FINANCIER NON CONFORME AUX ASPIRATIONS

L'examen de la structure bancaire marocaine laisse déduire une certaine concentration au niveau des guichets et des services offerts. La nature de produit et l'emplacement du réseau bancaire bénéficient uniquement à une couche sociale de la population.

A : ETAT DES LIEUX DE SYSTEME FINANCIER MAROCAIN

Selon le rapport annuel sur le contrôle et l'activité des établissements du crédit de l'année 2011, le système financier marocain contient presque 85 établissements financiers, bancaires, sociétés de financement et de micro-crédit comme le laisse voir le tableau suivant :

Tableau 1 : Structure et nombre des banques et sociétés de financement

Nombre d'établissements de crédit et assimilés	Juin 2011
Banques	19
dont banques cotées	6
Sociétés de financement	35
Crédits à la consommation	18
Crédit-bail	7
Crédit immobilier	2
Cautionnement	2
Affacturage	2
Gestion de moyens de paiement	3
Autres sociétés	1
Banques off-shore	6
Associations de micro-crédit	13
Sociétés intermédiaires en matière de gestion et de transfert de fonds	10

**PEUT-ON REUSSIR L'IMPLANTATION D'UNE BANQUE ISLAMIQUE AU MAROC ? UNE
ENQUETE NATIONALE SUR LES ATTENTES DE L'OPINION PUBLIQUE**

Autres établissements	2
TOTAL	85

(Salaka ; 2013)

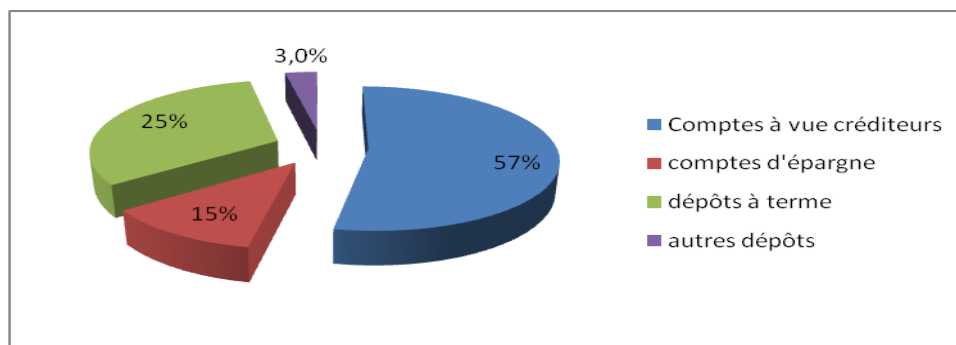
La plupart des agences sont concentrées à Casablanca et les grandes villes. Les zones périphériques souffrent d'un manque chronique de guichets. Ceci exclut une partie de la population de service bancaire, alors qu'une autre partie bancarisée est appelée à supporter des coûts de transactions du fait de l'éloignement géographique. En ce qui concerne la nature de service bancaire, à la différence des pays du Golf persique, aucune banque islamique proprement dite ne figure sur la liste. Le secteur bancaire marocain ne contient que des banques conventionnelles. Le capital des banques est majoritairement marocain à raison de 60% alors que le capital étranger ne représente que 20%.

Le premier pas au Maroc dans ce sens c'était en 2007 lorsqu'il a autorisé la mise en œuvre des produits qui se veulent être conformes à la chariaa. Ces produits ont été lancés sous le vocable alternatif et non islamique. Les actes délibérés pour éclipser ce terme dans la promotion de ce genre de produits, le qualifiant tout simplement d'alternatifs « *albadila* » ont été à l'origine de leur échec (Nghaizi ; 2013). Les produits alternatifs sont commercialisés par une seule banque conventionnelle (Attijariwafa banque) via sa filiale Dar Assafaa, et ce en vue de répondre à un profil bien déterminé de la population. L'expérience a montré que la majorité des guichets sont conventionnels, cependant une bonne partie des transactions est licite. Les formules de prêt à intérêt ou les comptes rémunérés ne figurent pas au centre de préoccupation des gens qui se procurent les services de la banque conventionnelle comme le montre le rapport de banque Al Maghrib de l'année 2011 et l'analyse qui suit.

B : BREVE PRESENTATION DE BILAN BANCAIRE

Si nous examinons le bilan des banques, on peut dégager certaines caractéristiques ancrées dans le profil et la croyance de la population bancarisée. Selon le même rapport, la structure de passif et de l'actif des banques marocaines laisse déduire un certain nombre de remarques, comme le laisse voir les figures suivantes :

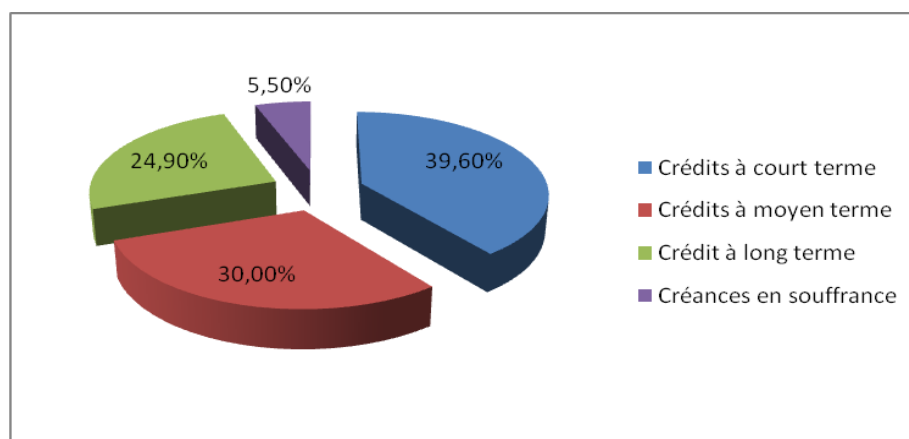
Figure 1 : structure de passif des banques marocaines



Source : rapport de la supervision bancaire

Tout d'abord, l'examen de la structure du passif des banques montre que presque 60 % des dépôts sont des comptes à vue. Les comptes d'épargne et les dépôts à terme représentent une faible part. Ceci indique dans une première analyse que l'opinion publique est contre les prêts rémunérés pour une raison religieuse, ou pour des considérations purement économiques propres à la préférence pour la liquidité. Quant à la structure de l'actif, elle montre de sa part l'importance des crédits de court terme par rapport aux crédits de moyen et de long terme. L'activité commerciale (banque de détail) prédomine par rapport au pôle banque d'affaire qui n'est pas encore suffisamment développé dans le système bancaire marocain. La figure suivante illustre cet état de fait :

Figure 2 : structure de l'actif des banques marocaines



Source : Rapport de la supervision bancaire exercice 2011

Dans une première analyse, on peut dire que la relation entre la banque et la population bancarisée se limitait à de simples opérations commerciales, de retrait et des formes basiques de crédit. La gamme des services ne s'étend pas exhaustivement aux désirs des clients, et ne contient pas des produits risqués. Bien que l'activité commerciale prédomine par rapport aux activités d'investissement à haut risque liées à l'intermédiation de marché, le système financier marocain a besoin des refontes pour attirer plus de liquidité. Or, en théorie, l'objectif de liquidité se confronte souvent aux défis de la volatilité. Dans les systèmes anglo-saxons fondés sur la finance de marché, la spéculation, qui est un support de liquidité, suscite beaucoup d'instabilité d'autant plus qu'elle prédomine par rapport aux activités réelles. Le risque d'instabilité s'amplifie avec la titrisation des créances que font les banques (spéculation sur le crédit).

Ce dilemme liquidité-stabilité figure au centre de préoccupation des économistes. Le système financier a besoin d'une finance stable via des marchés capables de rester liquides (Artus, de Boissieu ; 2008). Sous cet angle, Tahiri Jouti (2013) voit que l'existence d'un système hybride composé de banques islamiques et des fenêtres islamiques pourrait stabiliser le système. Par leur concurrence, les banques islamiques et conventionnelles contribuent au développement de l'industrie financière islamique avec plus d'efficacité. Les chocs de liquidité ont suscité beaucoup de polémiques sur la qualité du modèle financier conventionnel. La récente crise relance le débat sur la nécessité de réformer le système bancaire. Sous cet angle, la commission d'experts de l'ONU réunie à New York sous la présidence de Joseph Stiglitz a proposé deux pistes de thérapies : primo, l'adoption des idées keynésiennes en matière de création monétaire. Secundo, la création d'un système financier dont les fondements s'inspirent de la finance islamique.

Le Maroc doit profiter de sa situation, son système financier semble stable en raison du faible poids de la finance de marché et de l'absence des produits toxiques. En relai, il doit chercher cette liquidité à travers la mise en place de nouveaux produits. L'objectif est d'élargir la gamme des services, et de dynamiser la concurrence pour atteindre au plus large possible la couche sociale de la population. Pour ce faire, les réformes veulent que les nouveaux produits soient licites, moins risqués et conformes aux aspirations des individus et des entreprises. D'ailleurs, pour évaluer l'importance de cette liquidité et de prendre conscience le niveau de l'épargne nationale qui échappe de circuit économique, notre enquête auprès du public cherche à estimer ce coût d'opportunité que le Maroc assume depuis plusieurs années.

II : CE QUE REVELE L'ENQUETE

Dans ce cadre d'analyse, l'étude porte d'une part, sur une partie de la population exclue de système bancaire, et d'autre part, sur un échantillon d'une population réticente ou non croyante au système conventionnel dont l'épargne échappe de système financier ; sans oublier les personnes bancarisées. L'enquête cherche à déceler le jugement de la communauté marocaine vis-à-vis de l'implantation des banques participatives au Maroc à l'aube de l'adoption de la nouvelle loi bancaire.

A : LA DEMARCHE D'ANALYSE

A l'instar de l'étude de l'IFAAS de l'année 2012, et pour une quantification du marché potentiel marocain sur les perspectives de l'implantation des banques islamiques, nous avons mené une enquête sur terrain. Notre étude porte sur un échantillon de 581 personnes éparpillées sur le territoire marocain, composé de tous les âges et les catégories socioprofessionnelles. Les interviews ont lieu en face à face sur 17 villes du royaume et le questionnaire comporte 47 questions. Afin de mener notre étude, il convient d'identifier les forces et les faiblesses ainsi que les opportunités et les menaces. Ceci permet d'avoir une première idée sur les potentialités du marché et sa capacité à accueillir les banques participatives.

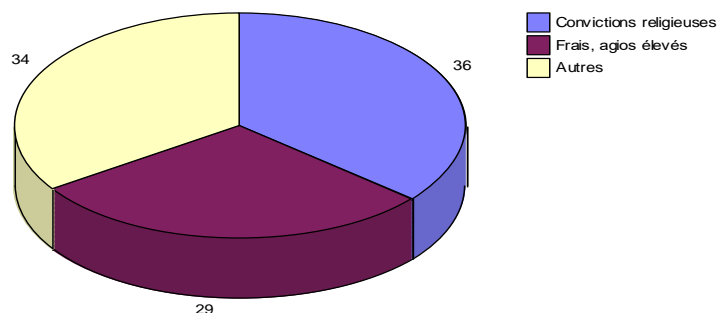
- Les forces se concrétisent par une stabilité politique et une croissance économique avec un environnement juridique prêt à accueillir les acteurs de la finance participative, comme le laisse entendre les échos sur la nouvelle loi bancaire.
- Les faiblesses : absence du comité chariaa susceptible de statuer sur la nature des transactions et manque d'expertise et de qualification dans ce sens. S'ajoute le surcote des produits islamiques, dû souvent à l'absence d'une économie d'échelle
- Les opportunités : une population quasiment à 100% musulmane et l'existence d'une épargne stérile non affectée pour des raisons religieuses.
- Les menaces : une concurrence agressive due aux lobbies bancaires et le risque de l'absence d'une vraie volonté politique.

B : LES RESULTATS

L'étude a révélé qu'à l'heure actuelle près de 80 % seraient très intéressés par des transactions financières respectant la chariaa islamique. Les personnes n'ayant pas un compte bancaire, ou

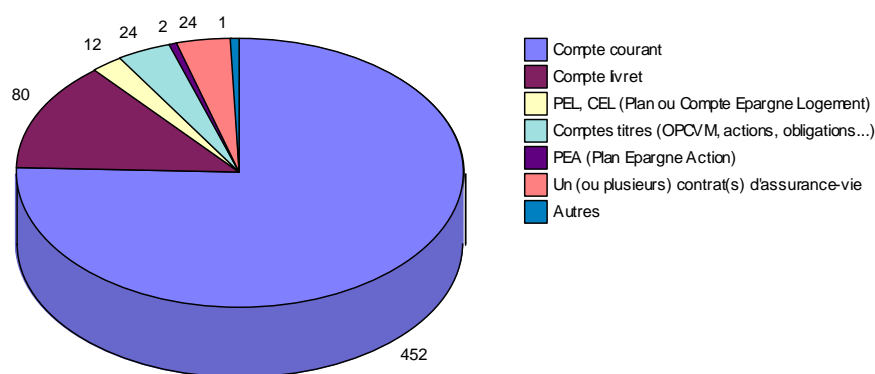
refusant ouvrir un compte, ont des justifications purement éthiques et financières. Le repère religieux et les couts des transactions figurent à la tête des réponses qui expliquent la raison d'une non bancarisation, comme le laisse voir cette figure.

Figure 3 : Les raisons de la non bancarisation



La figure, qui montre les raisons de non bancarisation pour une couche sociale, illustre dans une certaine mesure le manque à gagner quant à l'emploi de l'épargne. Celle-ci aurait été placée en présence d'une structure adéquate, proche des aspirations des agents. En général, la population concernée regroupe une minorité influencée par les croyances, alors que la majorité semble exclue de système bancaire en raison de la faiblesse de revenu et le cout élevé de placement. Au sein de la population bancarisée, 78% dispose un compte courant sous forme de dépôt à vue non rémunéré.

Figure 4 : Type de compte



Ceci donne une première impression que les gens ne cherchent pas des rémunérations illicites, toute augmentation et tout ce qui échange la monnaie contre plus de monnaie comme le laisse croire la théorie d'Aristote. La prédominance des dépôts à vue pourrait être expliquée aussi par des justifications économiques relatives à la préférence pour la liquidité. Or, cette hypothèse est assez fragile car le Maroc est un pays stable politiquement, et même économiquement, du

moment qu'il est relativement à l'abri des secousses financières qui ravagent les Etats-Unis et l'Europe continentale. La fuite vers la liquidité ou la préférence des placements liquides, qui explique souvent la réaction des comportements face aux risques d'instabilité, ne se pose pas dans cet univers. Toutefois, cette prédominance des placements liquides au détriment des autres types d'investissement qui rémunèrent l'argent prouve qu'il s'agit d'autres raisons structurelles, plus nobles et plus convaincantes.

Il s'agit des attitudes liées à la morale qui refusent les placements rémunérateurs et qui aussi, pour des considérations économiques et financières, les gens ont des positions plus ou moins controversées sur le crédit bancaire en raison du statut de l'intérêt. Car, 88,6% des personnes interviewées ont, au préalable, une connaissance sur ce qu'on entend par finance islamique contre 11,4% d'après les données de l'enquête.

Ce questionnement n'est pas récent mais il tire ses soubassements depuis longtemps. Initialement, dans l'antiquité l'intérêt favorise le créancier et pénalise l'emprunteur au point que les débiteurs ne pouvant régler leurs dettes se trouvent quasiment exclus de la société. Le débiteur insolvable se réduit en esclavage (avec possibilité d'être racheté), et pourrait même vendre ses enfants ou sa vente de soi-même pour gage (avec possibilité de sa liberté en cas de remboursement de la dette) (la remise de soi-même en gage – ou placement volontaire comme gagé – contre des ressources ou de l'argent constitue à strictement parler comme prêt sur gage, dans lequel la personne même de l'emprunteur joue le rôle de gage) (Testar ; 2000) page 616

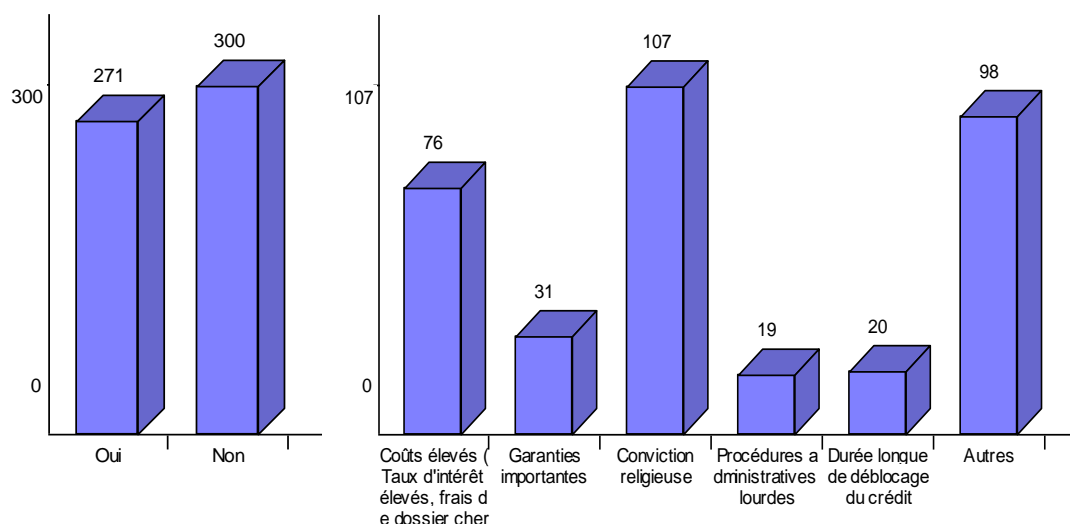
C'est à partir de ces faits et ce sentiment d'injustice social que la religion a condamné le crédit porteur d'intérêt. Dans les trois religions monothéistes (christianisme, judaïsme, islam), le prêt à intérêt est considéré comme un acte immoral. Selon Thomas d'Aquin, l'argent sert uniquement à régler les transactions et mesurer les valeurs et ne doit en aucun cas faire l'objet d'un loyer. L'intérêt est jugé illégitime, il est considéré comme un péché. Car, au terme de l'échange, l'un des parties de contrat s'enrichit au détriment de l'autre. Au moyen âge, le droit canon et le droit laïc sous le roi charlemagne interdisent les formes d'endettement avec intérêt du moment qu'elles mettent fin au principe de la charité et de la solidarité.

En dehors de ce qui est éthique ou religieux, morale ou immorale, les économistes soulignent le vice du prêt à intérêt. D'après François Quesnay l'intérêt n'est pas considéré comme un revenu réel créant la richesse. De plus, son niveau pose problématique, plus le taux est élevé plus le débiteur est pénalisé. Son opposition à l'usure va dans le sens qu'un taux d'intérêt bas

traduit au moins une sorte de justice et de lissage entre la classe propriétaire (les débiteurs) et la classe des financiers (les prêteurs). C'est dans cette direction que Keynes (1931) manifeste son opinion contre l'usure en raison de son impact négatif sur l'investissement. Un taux élevé encourage des emplois somptuaires de l'argent (prêt non productif). Les contraintes financières qui pèsent aussi bien sur les entreprises que sur les ménages sont marquantes. A travers l'histoire, la crise des subprimes Mortgage révèle encore une fois les failles d'un système gouverné par le crédit, notamment suite à la vulnérabilité des acteurs au changement systématique du taux d'intérêt par la FED.

Au-delà de cette anecdotique historique et ce tour d'horizon sur les approches, la position négative des moralistes et de Keynes vis-à-vis du prêt à intérêt n'a pas uniquement une portée éthique voire religieuse mais aussi économique. Dans le cas marocain, ce constat est corroboré par la réaction de la population sondée au crédit bancaire. L'enquête a révélé que plus de 60% de cette population refusent le prêt à intérêt pour des considérations religieuses et financières liées notamment à l'augmentation de fardeau de l'endettement. Les deux figures qui suivent montrent en parallèle la réticence d'une bonne partie des clients au crédit bancaire et les raisons de ce refus.

Figure 5



Intérêt pour le crédit

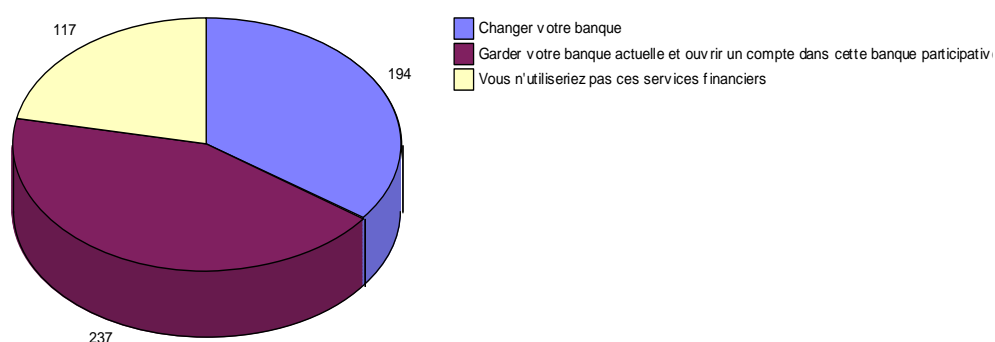
Motif de non crédit

Les crédits à la consommation et à l'investissement deviennent une nécessité face à la faiblesse des revenus et à la demande accrue des besoins en logement et de l'investissement des jeunes promoteurs. Le crédit en lui-même n'est pas illicite mais c'est le prêt à intérêt qui pose

problématique. L'enquête révèle que beaucoup de gens envisagent un crédit dans le futur mais avec un service licite. Toutefois, la population sondée n'est pas prête aussi à supporter un coût élevé par rapport à la finance conventionnelle. Ceci constitue un défi devant l'implantation d'une banque participative confrontée à la fois à offrir des produits halals et à réaliser des économies de coût. Les clients des banques conventionnelles présentent des niveaux de satisfaction différents, dont la plupart, se penchent vers un degré moyen à l'égard de la qualité des services offerts et les formules de financement classiques. Les gens concentrent leur demande sur des services qui vont de pair avec leurs intérêts et leurs croyances. En général, ce sont des réclamations qui penchent implicitement vers l'instauration des produits conformes à une éthique (voire à la chariaa). En dépit de l'absence d'une culture sur ce genre de produits, l'opinion publique y croit.

En général, deux variables gouvernent la décision des clients. A côté des croyances, les coûts de transaction figurent aussi au centre de préoccupation des personnes non bancarisés désireux ouvrir un compte dans une nouvelle entité, ou pour une population bancarisée voulant changer de compte bancaire. Sous cet angle, l'opinion publique se montre optimiste à l'égard de l'implantation d'une banque islamique au Maroc. Plus de 3/4 de la population est prédisposée à utiliser les services de la nouvelle banque.

Figure 6 : Attitude face à une banque participative

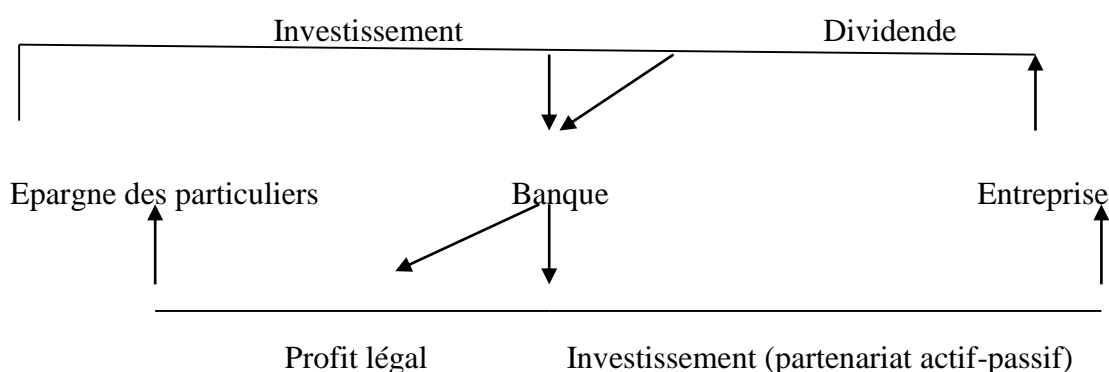


La figure montre clairement le jugement de la communauté marocaine dans ce sens. Les gens sont prêts à accueillir une banque participative, et sont prêts aussi à faire des concessions quant aux changements de leurs établissements d'origine. Le plus souvent, ce sont les personnes qui sont sensibles à la question de riba. Ils cherchent des pistes refuges, soit à travers des formules informelles, ou dans l'attente de la création des circuits officiels. Comme, il a déjà été signalé, le crédit à lui seul n'est pas interdit, c'est le prêt à intérêt qui est considéré comme illicite.

Comment alors autoriser le prêt et bannir l'intérêt ? Autrement dit, comment une banque participative va-t-elle résoudre ce dilemme pour financer l'économie sans riba ?

Au lieu de prêter de l'argent moyennant un intérêt, les banques participent au financement des projets. C'est le principe de partage des pertes et des profits ; situation proche du capital risque. La banque cesse d'être l'intermédiaire financier pour devenir l'investisseur direct. De même, l'épargne des particuliers, qui aurait été placée sous forme de dépôts rémunérateurs d'intérêt, pourrait être investie à la banque sous forme de participation. Le système fonctionne selon une figure de double investissement

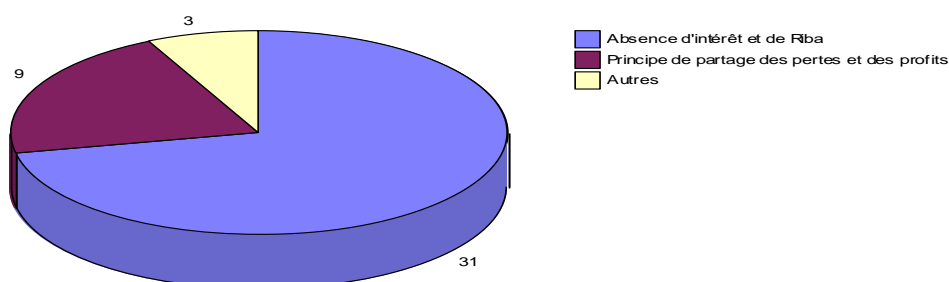
Figure 7 : un modèle fondé sur un double investissement



En principe les fonds des particuliers déposés à la banque sont considérés comme des investissements. Ces fonds sont recyclés vers le financement des entreprises sous forme de partenariat actif ou passif. Les profits réalisés par l'entreprise donnent lieu aux dividendes au profit de la banque. Symétriquement, les actionnaires de la banque (les particuliers) bénéficient d'un profit légal en contrepartie de l'investissement de leurs fonds. Le système fonctionne suivant un schéma de double moudaraba. Cependant, ce cas de figure n'est pas opérationnel dans la réalité par les banques islamiques. Dans un article de la revue *Catholica*, Denis Ramlet (2004) avance que le prêt à intérêt classique pourrait être remplacé par un prêt « partiaire » ou prêt « participatif ». Dans ce cas de figure, l'intérêt illicite est remplacé par un profit légitime. Le recyclage de l'argent par la banque partenaire engage l'ensemble des acteurs (déposants, banque, entreprise) dans des opérations d'investissement basées sur le principe de partage des profits et des pertes. Les formules de participation comme la moucharaka (participation active) ou la moudaraba (participation passive), permettent non seulement le bannissement de l'intérêt, mais elles pourraient répondre aux aspirations des gens qui refusent le service du crédit conventionnel.

Ce petit préambule et ce cadre théorique qui a été expliqué lors de la présentation du questionnaire trouve un bon écho chez les interviewés qui plaident pour l'idée et sa mise en œuvre. D'ailleurs, lors de notre sondage auprès du public, les gens se montrent favorables à un modèle de financement sans riba, basé sur le principe de participation et de partage de profit et des pertes

Figure 8 : Motivations pour les produits alternatifs



Cette figure corrobore notre premier constat qui montre, suite à la question relative aux motifs de refus de crédit, que les gens ont des convictions religieuses (voir supra la figure 3, page 9) ; chose qui les empêche à pratiquer des modes de financements illicites, notamment ceux liés au prêt à intérêt. Dorénavant, l'opinion publique est prédisposée à s'insérer dans une finance libre d'intérêt et solidaire gouvernée par le principe de partage.

Ce tour d'horizon sur les attentes de l'opinion publique montre dans quelle mesure le Maroc présente des perspectives de débouchés pour les banques islamiques, et à quel point un public, si sensible à la question éthique et à ses repères religieux, se montre optimiste à l'égard des produits conformes à la charria, et ce en dépit de l'absence d'une culture dans ce sens.

III : UN MARCHÉ SANS OFFRE

La grande contrainte qui se pose pour chaque activité économique est de trouver des débouchés. En l'absence d'une demande manifeste, on peut s'attendre à une crise de surproduction. Ce qui se passe sur le marché marocain est contraire à la théorie. La demande existe mais l'offre ne répond pas ; c'est une crise de l'offre. Selon l'enquête faite par l'Islamic Finance Advisory & Assurance Services (IFAAS), l'offre ne suit pas encore la demande, presque 94% de la population marocaine serait intéressée par la finance islamique. Le rapport de l'IFAAS avance un avenir prometteur pour la finance islamique au Maroc, que ce soit pour les banques islamiques de détail que pour les sociétés d'assurance takaful. Toutefois, la finance islamique demeure « *un gisement inexploité* » note L'Economiste. D'ailleurs, nous confirmons cette

position à travers notre étude : La demande est probable alors que l'offre est quasiment inexistante. L'opinion publique montre sa prédisposition à souscrire des contrats islamiques et à s'engager dans des transactions licites. C'est aux autorités et aux opérateurs privés qu'incombe dorénavant la responsabilité et l'initiative pour faire émerger cette industrie et développer son marché.

Selon le gouverneur de la banque centrale marocaine, l'implantation des banques islamiques dépend principalement de la capacité du marché à absorber le lancement de nouvelles entités. Pour lui, c'est la préservation des équilibres du marché qui prime. (Nous ne sommes pas obligés d'octroyer tous les agréments au même moment) (Jouahri, 2012). Ceci dit que le nombre d'agrément à octroyer est fonction de la capacité de marché à répondre aux nouvelles offres. Or, l'étude a montré le contraire. Si on se situe dans une perspective keynésienne, l'offre de produits suppose l'anticipation d'une demande effective. Les entrepreneurs adaptent leur production en fonction des perspectives des débouchés (Keynes ; 1936). Les conditions de production des nouveaux biens et services sont favorables et il n'y aura pas de déséquilibre tant que la demande répond à l'offre. Dès lors, sur notre terrain l'enjeu est plus politique qu'économique. Ce n'est que très récemment que les autorités monétaires adoptent la nouvelle loi dont une partie porte sur les banques participatives, et ce pour éviter la contrainte juridique.

Le Maroc doit tirer les leçons du retard du modèle français comme il doit suivre l'expérience de la grande Bretagne en termes d'implantation des banques islamiques sans pour autant tomber sur certaines failles de ce modèle (prédominance des banques conventionnelles, cherté des produits islamiques...etc.), afin qu'il prenne une position avancée en Afrique à l'instar du Sénégal. Ceci en raison des atouts dont il dispose, notamment à travers ses relations privilégiées avec les pays du Golf persique. De plus, Le taux d'épargne des marocains avoisine en moyenne presque 30% de leur revenu. C'est une part non négligeable pour l'économie surtout si elle est canalisée par des supports conformes aux aspirations des agents et de leurs croyances. La mise en place d'une banque participative pourrait réduire la thésaurisation de l'argent chez une partie de la population refusant toujours le système bancaire conventionnel. Ainsi, la partie de l'argent qui échappe du circuit économique pourrait trouver un emploi grâce aux nouveaux produits. De plus, les nouvelles formules de financement pourraient remplacer les formes de financement informels (la face à face, les tontines...etc.), ainsi que toutes les formes de financement non officielles qui caractérisent les pays émergents.

En somme, la création d'un nouveau marché offrant de nouveaux produits pourrait mobiliser l'argent non utilisé, comme elle pourrait appâter une population exclue de système bancaire. Sur une population de 35 millions d'habitant, il n'y a qu'une partie qui est bancarisée alors qu'une bonne partie reste exclue de système bancaire pour des raisons économiques et sociales. Le taux de bancarisation ne dépasse pas les 30%, la nécessité de diversifier le système bancaire et d'enrichir sa qualité s'impose. De telle diversité est nécessaire pour un climat de concurrence, lequel est propulseur à la compétitivité des prix et à la multiplicité des choix. Dès lors, l'introduction de la finance islamique ne manquera pas de rehausser le taux de bancarisation et de répondre à une demande manifeste et diversifiée.

IV : VERS LES VOIES D'UNE EXPERIENCE REUSSIE

Notre travail montre dans une certaine mesure que la demande existe, l'handicap se situe au niveau de l'offre et les éléments de son blocage. L'étude menée par Zahid&IBourk (2014) met l'accent sur les facteurs qui ont freiné le développement de l'expérience marocaine en matière d'implantation des banques islamiques. D'ailleurs, pour ne pas replonger dans les erreurs précédentes notamment en matière de l'expérience des produits alternatifs au Maroc. Il incombe aux acteurs d'accomplir leur devoir. Il s'agit d'une double responsabilité. D'une part, vis-à-vis de la population qui doit répondre et accueillir ce mode de financement. Sous, cet angle, les signes de cette responsabilité semblent à priori positifs d'après les résultats de notre étude. D'autre part, une responsabilité des institutions bancaires et gouvernementales pour favoriser et développer l'offre de nouveaux produits. Telles sont les deux conditions pour la dynamisation du marché des produits islamiques. Toutefois, dans le cadre de la deuxième responsabilité, les efforts sont toujours décevants. Zahid et Ibourk (2014) expliquent ce blocage à la fois au niveau de l'offre et de la demande. Mais la grande responsabilité trouve son origine dans des facteurs politiques, économiques, réglementaires qui ont réduit la quantité et dégradé la qualité l'offre ; provoquant en conséquence l'échec des produits alternatifs au Maroc. De facto, le marché a connu, depuis 2007 à nos jours, une expérience très modeste avec des résultats mitigés dans les transactions financières. Une structure oligopolistique qui régnait. La formule de mourabaha qui prédomine est commercialisée uniquement par les banques conventionnelles, Attijariwafa bank à travers sa filiale Dar Essafaa, et par la BMCE banque à travers sa succursale Salafin. Le retrait de Vivalis de la banque populaire a rendu le marché plutôt duopolistique, ce qui porte atteinte à la concurrence et la liberté des prix.

D'ailleurs, il est temps pour corriger les erreurs passées, surtout que le contexte international incite incessamment à la recherche de la liquidité, notamment celle des pays du Golf persique. La crise a révélé pour la France la nécessité d'avoir une partie de ces fonds pour dynamiser la sphère économique (ce que recommande le rapport Jouini-Pastré). Dans ce cadre d'analyse et à la lumière des résultats de notre étude, un certain nombre de recommandations doivent être adressées à la communauté financière et aux hommes politiques pour faire réussir cette expérience.

Tout d'abord, les autorités doivent revoir à nouveaux leurs stratégies fiscales et réglementaires pour créer un terrain propice à l'implantation des banques participatives, notamment celle des pays du Golf. L'expérience a montré que des politiques délibérées ont été à l'origine de ce retard : c'est le cadre réglementaire et fiscal rigide qui a rendu ce genre de produits coûteux et moins compétitifs. C'est ce qui a été confirmé par notre enquête où une bonne partie des sondés semblent sensibles au coût de financement.

Secundo, les banques qui mènent cette stratégie doivent, de leur part, améliorer leur service afin qu'il soit raisonnable et plus conforme à la chariaa, comme il doit être aussi adapté aux besoins de la demande qui existe. Le jugement de la communauté d'après l'enquête était sceptique à l'égard de la conformité des produits alternatifs à la charia (absence de risque de la part du prêteur, niveau de marge du profit, formule de vente, manque de transparence...etc.). C'est pour cette raison, lors du premier congrès en finance éthique et islamique à Marrakech en 2014, les recommandations tendent vers la dynamisation de la nouvelle finance. Dar Assafaa, en tant qu'acteur présent, s'engage de corriger ses erreurs dans le passé en rendant plus transparent et moins cher ces produits. Ceci doit se conjuguer avec les nouvelles réformes qui pourraient aller dans ce sens. Dans cette direction, nous invitons la banque centrale à fixer des marges de profit raisonnables pratiqués par les banques qui commercialisent ces produits. Cette fixation ne constitue en aucun cas une limite à la concurrence (profit administré comme c'était le cas des taux directeurs administrés), mais une limite de plafond de la marge du profit dans la formule de mourabaha, est nécessaire pour ne pas pénaliser la demande.

Tertio, une expérience réussie est tributaire surtout de l'implantation des banques étrangères des pays du Golf. Sous, cet angle, il faut éviter que ce projet soit mené uniquement par les banques conventionnelles marocaines. L'objectif est double, d'une part, l'appel à la concurrence est la condition sine qua non pour la compétitivité et le développement d'un marché libre. D'autre part, la présence de certaines banques conventionnelles sur ce segment,

laisse persister le sentiment de doute sur la qualité des produits et leur conformité à la chairaa. En général, les banques conventionnelles sont habituées à adopter une stratégie d'accompagnement de la nouvelle finance, comme c'était le cas de la finance de marché (OPCVM, intermédiation de marché) ou le cas actuel de l'expérience des produits alternatifs au Maroc. Chose qui fait que les banques étaient les boucs émissaires de la crise des marchés financiers à l'échelle internationale suite à un comportement irréfléchi, et à leur position de prise de risque à l'égard des crédits titrisés (Aglietta ; 2008), et suite aussi à leur comportement spéculatif (Plihon et Jeffers ; 2013). Sur le plan national, les banques conventionnelles sont considérées en partie comme responsables de l'échec de l'expérience marocaine en matière de financement islamique (Zahid et al ; 2014). Les banques doivent répondre effectivement à une éthique financière au lieu de se convertir par simple dénomination (produit alternatif, banque participative...) à un nouvel acteur pour répondre aux besoins d'un nouveau marché. C'est dans cette perspective qu'il faut penser à créer des banques islamiques proprement dites, ou faire appel aux services de leurs consœurs étrangères. De telles banques pourraient réduire les risques d'instabilité financière si leur taille est réduite, comme elles pourraient faciliter légèrement l'accès au financement sans porter atteinte à la concurrence (Weill ; 2013). En s'appuyant sur un ensemble de travaux empiriques, Weill (2013) cite aussi des arguments qui vont à l'encontre de ce postulat (risque d'instabilité financière des banques islamiques, mode de financement faible, et baisse de la concurrence). Une manière de montrer que ce contraste dans les effets bénéfiques ou maléfiques des banques islamiques ne constitue, dans la conception de l'auteur, en aucun cas un argument contre l'implantation des banques islamiques, ni un plaidoyer en faveur de leur lancement ou de leur développement.

Enfin, nos prévisions d'après l'analyse de la demande que nous avons faite, éclaire qu'il est nécessaire de prendre en considération, de la part du gouvernement et des autorités de tutelle, deux variables : le côté éthique et le côté coût. Ceci pour donner véritablement une opportunité à la nouvelle finance d'être opérationnelle sur le terrain marocain, que ce soit par une campagne de sensibilisation en levant cette opacité sur le caractère licite ou non d'un certain type de produit (une manière d'encourager la demande), ou par la baisse de leur coût en érigeant les mesures économiques et réglementaires nécessaires au lancement de l'offre. Le volet religieux et le volet coût constituent les principaux éléments de réponse que nous avons reçus. Ce sont les variables explicatives qu'il faut prendre en considération pour réussir le lancement et l'implantation des banques participatives au Maroc.

Ce mode de financement constitue une éthique qui va de pair avec l'esprit de partenariat si certaines conditions se réunissent. Ben Jedidia (2013) avance que l'intermédiation participative, par sa double vocation économique et éthique, contribue au bien-être économique et sociale en favorisant le développement de l'activité économique réelle, et l'esprit de partenariat et de partage au sein de la société. Toutefois, elle ajoute que les contraintes institutionnelles, comptables et réglementaires comme la discrimination fiscale, la petite taille de ces banques...etc. empêchent le développement d'une culture bancaire participative au profit d'une stratégie de financement de court terme. Là où résident l'ambiguïté et l'enjeu économique des banques en question. Dans ce sens, on se demande si nous avons besoin des banques participatives (juste pour calmer les esprits) ou d'un vrai mode de financement participatif ?

CONCLUSION

Le but ultime de cette étude est de quantifier le marché marocain pour favoriser le lancement des banques islamiques au Maroc sur la base d'une enquête de sensibilisation des clients. Le marché présente des perspectives de croissance en raison de l'existence d'une demande potentielle. Lors de notre enquête auprès du public, la communauté marocaine juge nécessaire la mise en place des banques participatives, car dans une première analyse, le sondage donne l'impression à une gamme d'optimisme. Il montre à la fois un désir national explicite et implicite pour vivre l'événement

D'ailleurs, il faut que tout le monde se mobilise pour rattraper ce retard et faire réussir cette expérience notamment après l'échec qui l'a subi depuis 2007. C'est (l'importance de l'engagement collectif) (Maftah et Alaoui, 2012). Les auteurs vont plus loin, ils soulignent la nécessité d'une coopération de la banque centrale avec le conseil des oulémas, voire avec les organismes financiers internationales ayant une expérience dans le domaine comme la banque mondiale, le fonds monétaire international et la banque islamique de développement. Ceux-ci pourraient offrir une assistance technique et une expertise en la matière ; il faut juste que l'action soit vraiment initiée de nous-même.

REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- Aglietta, M. (2008) « Dix questions sur la crise » Journées de l'économie Lyon, 2 Novembre
- Ben Jedidia, K. (2013) « L'intermédiation participative des banques islamiques » in les Cahiers de la finance islamique, n° 3 pp 12-32
- CEKICI, Z. (2009) « Développement de la finance islamique en France : les premiers pas de l'Administration fiscale », Revue Lamy Droit des affaires, N° 35, février 2009
- De Boissieu, C. Artus, P. (2008). *La crise des subprimes*. Rapport du Conseil d'Analyse Economique. N°6
- Dostaler, G. (2009). « Thomas d'Aquin et le péché de l'usure » *Alternative Economiques* n° 277, février, pp 72-74
- El Omari Alaoui, M. Maftah, S (2012). *La finance islamique au Maroc, les voies de la normalisation*. Ed El Maarif Al Jadida
- Ibourk, A. Zahid, A. (2014) « A l'horizon de la banque islamique au Maroc, les déterminants d'une installation réussie » in les Cahiers de la finance islamique n°6 pp 130-153
- Jouini, E et Pastré, O. (2008). *Enjeux et opportunités du développement de la finance islamique pour la place de Paris*. Rapport remis à Paris Europlace
- Jouti, T. (2013) « Les fenêtres islamiques, un dispositif de stabilité et une phase de transition » Cahiers de la finance islamique n° 5, pp 16-29
- Keynes, J.M (1936). *Théorie générale de l'emploi de l'intérêt et de la monnaie*. Trad de Jean De Largentaye, Paris : Éditions Payot, 1942.
- Les Echos, 2012 « Jouahri sort de ses gonds » 27 - 09 – 2012
- Nghaizi, A. (2013) « La finance islamique et le Maroc, une longue histoire... qui finit par commencer » Cahiers de la finance islamique n° spécial, pp 28-40
- Plihon, D. Jeffers, E. (2013) « le Shadow banking système et la crise financière » Cahiers français n° 375 Juillet-Aout, pp 50-57
- Ramlet, D. (2004) « La rémunération du capital à la lumière de la doctrine traditionnelle de l'Eglise catholique » *Catholica*, n° 86, pp 13- 27

Testar, A. (2000) « Importance et signification de l'esclavage pour dettes » Revue française de sociologie 41- 4 ; pp 609-641

Tortajada, R. (2008) « Quesnay, le taux de l'intérêt de l'argent : une affaire d'Etat » in Economie appliquée tome XI – n°1, pp 20-33

Warde, I. (2010). *Islamic finance in the global economy*. Edinburgh University Press

Weber, M. (1964). *L'éthique protestante et l'esprit de capitalisme*. Plon

Weill, L. (2013) « Les banques islamiques favorisent-elles le développement économique ? Une analyse de la littérature empirique » in les cahiers de la finance islamique n° 4, pp 21-32

Yahia, K. (2013) « la finance islamique au Royaume-Unis : quel coût pour le consommateur ? Etude comparative avec la finance classique » Cahier de la finance islamique n°5, pp 30-46

Rapport d'information

Rapport de Banque al Maghrib, page 38

Rapport de l'IFASS

Rapport de la supervision bancaire de l'année 2011

Rapport d'Ernst & Young 2014-15

SITES

Conférence de J.Stiglitz consultable sur le Site des Nations Unis « Conférence de presse du président de la commission d'experts sur la réforme du système monétaire et financier international » 26 mars 2009: <http://www.un.org/press/fr/2009/Conf090326-STIGLITZ.doc.htm>.

<https://www.tresor.economie.gouv.fr/File/397384>

http://archives.lesechos.fr/archives/cercle/2012/04/16/cercle_45750.htm

<http://www.halalmagazine.com/finance-islamique-la-france-dans-la-course/>